

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Convention

♦ La Confédération européenne des syndicats (CES) a présenté, le 21 octobre dernier, sa contribution à la Convention européenne, intitulée "Un traité constitutionnel pour une Europe sociale et des citoyens".

Ce document très complet consacre un chapitre à "une Union qui respecte et promeut les services d'intérêt général" (SIG). La CES y fait des propositions de rédaction pour ancrer les principes des SIG à l'article 2 du traité afin qu'ils soient intégrés dans les objectifs communs de l'Union : "dans le but d'assurer et de promouvoir, dans le cadre de ses compétences et de ses activités, des services d'intérêt général de qualité fondés sur les principes de l'universalité, de l'égalité d'accès, de la neutralité de propriété, de la tarification équitable, de la qualité du travail, de l'emploi de qualité, de la sécurité et de la justice sociale. L'Union veillera en particulier à ce que les objectifs auxquels il est fait référence dans cet article soient aussi respectés dans toutes ses activités extérieures", et à l'article 3 (paragraphe 1) pour les inscrire "parmi les tâches de l'action commune" : "dispositions pour assurer et promouvoir les SIG". La CES propose, également, une nouvelle rédaction de l'article 16 : "1) Eu égard à la place occupée par les services d'intérêt général parmi les valeurs partagées de l'Union et en regard de leur rôle de promotion de la cohésion sociale et territoriale, la Communauté et les Etats membres, chacun dans le cadre de ses pouvoirs respectifs et dans le champ d'application du présent traité, veilleront à ce que de tels services fonctionnent sur la base des principes et des conditions qui leur permettent de s'acquitter de leurs missions ; 2) Les autorités nationales, régionales et locales des Etats membres doivent demeurer libres – conformément à leurs pratiques et législations nationales – de fixer la manière dont elles souhaitent fournir un service d'intérêt général ; 3) Sans préjudice de l'exercice de tout pouvoir officiel et de toute activité sans but lucratif, les règles de concurrence (de l'UE) s'appliqueront à l'organisation et à la fourniture de services d'intérêt général, uniquement dans les limites fixées secteur par secteur par le Conseil et le PE (VMQ et codécision) et en prenant dûment en compte les principes et les objectifs des services d'intérêt général. Concernant les aides de l'Etat, les droits spéciaux ou exclusifs accordés dans le contexte de l'organisation des services d'intérêt général ne devraient pas être considérés comme des pratiques faussant la concurrence lorsque les montants accordés restent proportionnés par rapport aux objectifs définis".

Par ailleurs, le document souligne, notamment, que : "la CES recommande instamment que la charte [des droits fondamentaux], malgré les lacunes qui subsistent, soit intégrée comme un pierre angulaire dans le traité constitutionnel [...] d'une manière juridiquement contraignante [...] et qu'une procédure de suivi politique soit prévue [...] également dans la perspective de son évolution dynamique ultérieure" ; il faut "prévoir la création d'une infrastructure permanente des partenaires sociaux européens" ; qu'une des priorités de la CES est qu'une gouvernance économique européenne fondée sur les principes d'une économie de marché sociale, soit intégrée parmi les missions fondamentales de l'Union" ; l'Union doit se positionner en tant qu'acteur mondial.
.../..

Convention

♦ The European trade union confederation (ETUC), on 21st October, presented its contribution to the European Convention, entitled "A Constitutional treaty for a social and citizens' Europe".

This very comprehensive document is devoted a chapter to "a Union respecting and promoting 'Services of General Interest' (SGI)". In this chapter ETUC makes proposals on drafting in order to anchor the principles of SGI to the article 2 of the treaty so as to include them in the common objectives of the Union: "in order to secure and promote, within its competence and in its activities, services of general interest of high quality and based upon the principles of universality, equal access, neutrality of ownership, fair pricing, the quality of work, quality employment, safety and social justice. The Union shall ensure, in particular, that the aims referred to in this article are also respected in all its external activities.", and in article 3 (paragraph 1) to include "as a task for common activities": "measures to secure and promote SGI". The ETUC also proposes a new drafting of article 16: "1) Given the place occupied by services of general interest in the shared values of the Union, as well as their role in promoting social and territorial cohesion, the Community and the Member States, each within their respective powers and within the scope of application of this Treaty, shall take care that such services operate on the basis of principles and conditions which enable them to fulfil their missions; 2) National, regional and local authorities of the Member States must remain free -in accordance with national legislation and practice- to determine the way in which they wish to deliver a service of general interest; 3) Without prejudice to the exercise of any official authority and non-profit oriented activity, the (EU) competition rules shall apply to the organisation and delivery of services of general interest only to the extent determined sector by sector by the Council and the EP (QMV & co-decision) and taking due account of the principles and objectives of the services of general interest. Concerning state aid, special or exclusive rights granted in connection with the organisation of services of general interest should not be considered as competition-distorting practices, where the amounts awarded to achieve the defined objective are proportionate".

Further, the document stresses, in particular that: "ETUC strongly recommends that the Charter, [of Fundamental Rights] despite its remaining deficiencies, be incorporated as a cornerstone in the EU Constitutional treaty [...] in a legally binding manner, [...] and that a political monitoring procedure be provided for [...] also with a view to its further dynamic evolution"; it is necessary to "provide for the establishment of a permanent European social partners infrastructure"; one of the priorities of ETUC is that a European economic governance based on the principles of a social market economy be included as a core Union's mission"; the Union must position itself as a global actor.
...../..

Le document peut être consulté sur le site web de la CES www.etuc.org

♦ Le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général) a adopté le 4 octobre dernier, sa "Contribution à la Convention pour l'avenir de l'Europe, dans la perspective de la rédaction de sa proposition finale". Il y fait des propositions pour rééquilibrer, dans le texte que doit préparer la Convention, la concurrence et la libéralisation, d'un côté, les objectifs de l'intérêt général, qui continuent à relever le plus souvent de l'exception, de l'autre côté. Les propositions consistent à :

- hypothèse d'un texte nouveau : affirmer dans l'un des premiers articles que "l'UE a, parmi ses missions, celle de promouvoir (ou de permettre le développement) les services d'intérêt général [SIG], comme un des piliers du modèle économique et social européen"; introduire "un ensemble d'articles (un chapitre particulier) traitant de l'intérêt général, particulièrement les services d'intérêt économique général" (SIEG). Ces articles prévoiraient, notamment, "le rappel des objectifs de l'intérêt général", "le rappel de compétences et de principes", (en particulier, l'article 16 serait complété par "... veillent et prennent en conséquence, les mesures propres à ..."). "Ces principes communs aux SIEG [seraient] développés dans une directive-cadre"; le rapport des SIG avec les règles de concurrence"; "un rapport triennal sur la situation et l'évolution des SIG dans l'Union au regard des dispositions qui les régissent".

- hypothèse d'un amendement au traité actuel : ajouter à l'article 2 ou 3, actuels, "la promotion des SIG, dans le cadre du modèle économique et social européen, comme l'un des objectifs de ce modèle européen"; compléter l'article 16 pour que la Communauté et ses Etats membres, non seulement veillent, mais aussi "prennent en conséquence les mesures propres à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes parmi lesquels les principes de transparence, de proportionnalité, de qualité, de sécurité, d'équité, de participation et d'évaluation" et lui ajouter la phrase "La Communauté et ses Etats membres reconnaissent le fait que les SIEG sont fournis sous la responsabilité des autorités territoriales organisées aux différents niveaux de l'Union européenne dans le respect des compétences qui leur sont reconnues"; introduire un nouvel article 53bis : "Le Conseil, agissant conformément à la procédure indiquée à l'article 251, adoptera une directive-cadre destinée à développer les principes posés à l'article 16, et prendra les mesures appropriées pour s'assurer que les règles de la Communauté concernant les services respectent ces principes"; maintenir et/ou consolider l'article 86.2 actuel; ajouter à l'article 87.2 un "point d) toute compensation (financière ou autre) accordée aux fournisseurs de SIEG dans la mesure où les avantages n'excèdent pas les surcoûts qu'ils supportent pour l'accomplissement des obligations de services public qui leur sont imposées"; "un rapport triennal sur la situation et l'évolution des SIG dans l'Union au regard des dispositions qui les régissent".

Le document peut être consulté sur le site web du CEEP www.ceep.org

Marchés publics

♦ Le Conseil "compétitivité" est parvenu, à l'unanimité, le 30 septembre dernier, à un accord politique sur la projet de directive concernant la passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et de la poste (directive "secteurs spéciaux"), sans y inclure les services financiers, contrairement au souhait de la Commission. Une position commune sera arrêtée, en même temps que celle sur la directive dite "classique" (marchés publics de fourniture, services, travaux) lors d'une prochaine session du Conseil. Elles seront soumises au Parlement européen en deuxième ./.

The document can be viewed at the CEEP website www.etuc.org

The CEEP (European Centre of Enterprises with Public Participation) endorsed, on 4th October, its "Contribution to the Convention for the future of Europe in view of the preparation of its final proposal". In this contribution the CEEP is making proposals in order to re-balance, in the text that the Convention is going to prepare, competition and liberalisation, on the one hand, and, on the other hand, general interest objectives, which continue to often be treated as exceptions. The proposal consist in

- an assumption for a new text: to assert, in one of the first articles that "the EU has, among its missions, the promotion (or enabling the development) of Services of General Interest (SGI), as one of the pillars of the European social and economic model"; introduce "a group of articles (a specific chapter) dealing with the general interest, in particular, Services of General Economic Interest" (SGEI). Such articles would provide for "a reminder of the objectives of the general interest", "a reminder of competences and principles" (in particular, article 16 will be supplemented by " ... ensure and accordingly take appropriate measures to ..."). "These common principles to the SGEI [would be] detailed in a framework directive"; the relationship of the SGI with competition rules"; "a triennial report on the situation and the evolution of SGI in the Union, in light of measures governing them".

- an assumption on the amendment of the present treaty; to be added to the present article 2 or 3, " promotion of SGI, in the framework of the European social and economic model, as one of the objectives of this European model"; supplement article 16 in order that the Community and its Member States, not only ensure but also "accordingly take appropriate measures so that these services are made to operate on the basis of a number of principles among which are, the principles of transparency, proportionality, quality, security, equity, participation and assessment" and add to it the statement "The Community and its Member States acknowledge the fact that SGEI are provided under the responsibility of territorial authorities set up at different levels of the European Union in the respect of competences conferred upon them"; introduce a new article 53bis: "The Council, acting in accordance with the procedure stipulated in article 251, will endorse a framework directive aimed at expanding principles fixed in article 16, and will take appropriate measures to ensure that Community rules concerning services abide by these principles"; maintain and/or reinforce article 86. "part d) any compensation (financial or otherwise) granted to providers of SGEI provided that such the benefits do not exceed the overcharges endured by the providers in meeting obligations of the public services imposed upon them"; "a triennial report on the situation and the evolution of SGI in the Union in light of the measures governing them"

The document can be viewed at the CEEP website www.ceep.org

Public procurement

On 30th September the "Competitvity Council" unanimously reached a policy agreement on a draft directive concerning public procurement in water, energy, transport and posts sectors ("special sectors" directive), without including financial services, contrary to the wishes of the Commission. A joint position will be decided at the same time as the agreement on the so called "classical" directive (public procurement of supplies, services and works) during the coming session of the Council. They will then be submitted to European Parliament for a second.../.

lecture dans le cadre de la procédure de codécision.

♦ Le Parlement européen a adopté, sans amendement, le 25 septembre dernier, le premier volet de la réforme des marchés publics. Il s'agit d'un règlement sur un vocabulaire commun qui permettra aux entreprises de mieux évaluer les possibilités offertes et répondre aux appels d'offre, ainsi que de faciliter la traduction dans les différentes langues de l'Union.

Social

♦ Le Parlement européen a adopté à une très forte majorité (390 voix pour, 22 contre et 65 abstentions) le rapport de Regina Bastos (PPE-DE, Portugal) sur le "Plan d'action de la Commission en matière de compétences et de mobilité". Après avoir déploré l'absence de calendrier sur la mise en œuvre du plan d'action, le Parlement demande, notamment : d'amorcer un dialogue avec les partenaires sociaux, y compris ceux des pays candidats, pour examiner la possibilité d'établir un "statut du travailleur européen" couvrant un système européen de législation du travail et de sécurité sociale pour les travailleurs ayant une grande mobilité ; de permettre le transfert des droits à pension complémentaire des travailleurs migrants ; "d'inclure dans les lignes directrices pour l'emploi des critères pour la gestion des flux migratoires, ainsi que des objectifs et des actions en vue de favoriser l'intégration des personnes immigrées et d'aider celles-ci, ainsi que leurs familles, à s'inscrire dans les communautés locales en veillant à ce qu'elles puissent bénéficier de services publics de niveau élevé".

♦ La Commission a lancé, le 16 octobre dernier, son premier Forum sur la responsabilité sociale des entreprises. Il regroupe vingt représentants européens du monde patronal, syndical et d'organisations de la société civile et doit contribuer à la diffusion des bonnes pratiques dans ce domaine. Il devrait présenter un rapport avant l'été 2004, dont la Commission évaluera les résultats (voir également bulletin 108).

Transports

♦ **Conseil transport** du 3 octobre dernier :

- "Ciel unique européen" : plusieurs questions ne sont pas réglées : la base juridique pour l'adoption d'une réglementation européenne (deuxième ou troisième pilier ?) ; la participation des militaires au processus de décision relatif à la gestion de l'espace. En revanche, l'Union européenne a signé, le 8 octobre dernier, le protocole d'adhésion à Eurocontrol, l'organisation européenne pour la navigation aérienne.

- Galileo : le Conseil a salué la communication de la Commission, du 24 septembre dernier, mais le projet est toujours bloqué par le conflit entre l'Allemagne et l'Italie pour la direction de l'agence spatiale, qui bloque le lancement de l'entreprise commune (voir bulletin 108) ; l'absence de définition des services ; la négociation d'un accord d'interopérabilité avec les Etats-Unis ; l'aval de la Conférence mondiale des télécommunications sur les caractéristiques du spectre des signaux.

- Marco Polo : ce programme de promotion du transport combiné et de développement des alternatives à la route est bloqué par l'absence d'accord sur son financement. A l'origine, la Commission avait proposé une enveloppe de 115 millions d'euros sur cinq ans. Elle s'est ensuite opposée à descendre en dessous de 65 millions en trois ans. Le Conseil s'est, en revanche, clairement prononcé pour abaisser les seuils d'éligibilité des projets afin de .../..

reading, in the framework of the procedure of co-decision.

♦ On 25th September, the European Parliament endorsed, without any amendments, the first part of the public procurement reform, which will enable companies to effectively assess offered possibilities and reply to tenders as well as facilitate translations into different languages of the Union

Social

By a very strong majority (390 for, 22 against, 65 abstentions) the European Parliament approved the report submitted by Regina Bastos (PPE-DE, Portugal) on "The Commission's action plan concerning competences and mobility". Regretting the absence of an agenda for the implementation of the action plan, the Parliament, in particular, asking; for the opening of a dialogue with social partners including those in candidate countries, to examine the possibility of setting up a "European worker status" covering the European legislation system of labour and social security for highly mobile workers, for the possibility of a transfer of complementary pension rights for migrant workers; "to include in the employment guidelines, criteria that will be applied in the management of migration influxes, as well as objectives and actions that will favour the integration of migrants and assist them and their families in registering themselves at the local community levels whilst ensuring that they benefit from public services of the highest level".

♦ On 16th October the Commission launched its first Forum on the social responsibility of firms. It brings together twenty representatives from the European fields of employers, trade unions and organisations of the civil society with the objective of contributing in the diffusion of good practices in this domain. It will present its report before Summer 2004; of which the Commission will assess the results (see also bulletin 108).

Transports

The Transport Committee meeting of 3rd October:

- "Single sky": a number of issues are yet to be addressed, the legal basis for the ratification of a European regulation (second or third pole?); the participation of the army in decision making concerning the management of the air space. However, on the 8th October the European Union signed an agreement on joining the Eurocontrol, a European body for air navigation.

- Galileo: The Council welcomed the Commission's communication of 24th September, however, the draft is still blocked by disagreements between Germany and Italy on the heading of the Space Agency, which is hindering the launching of the joint firm (see bulletin 108): the absence of the definition of services; negotiations on the interoperability agreement with the United States; the endorsement of the World Telecommunications Conference on specifications of signals spectrum.

- Marco Polo: this program concerning the promotion of combined transports and the development of alternatives to road transport is blocked by the lack of agreement on its financing. At first the Commission had proposed a sum of 115 million euros over a period of five years. It then refused to go below 65 million euros in three years. On the contrary, the Council clearly expressed its wish to see the threshold for eligibility of projects lowered in order to .../..

permettre le financement de projets présentés par les PME.

♦ **Transport ferroviaire :**

- Dans un avis "Vers un espace ferroviaire européen intégré", adopté lors de sa session plénière du 10 octobre 2002, le Comité des Régions (CdR) insiste pour que l'ouverture du marché du fret ne se fasse pas dans la précipitation et le désordre et demande des garanties. Notamment, il demande de mener conjointement les actions en matière de tarification, uniformisation de la législation sociale, mise en œuvre de l'interopérabilité et des règles de sécurité communes. Il s'inquiète de l'accélération du calendrier et la définition du réseau transeuropéen du fret que proposent la Commission et le Parlement européen avant même d'avoir étudié les impacts de la première réforme et la transposition en droit national des directives de 2001. Il demande un délai de cinq ans pour programmer les investissements nécessaires, particulièrement lourds pour certaines régions, et pour que ceux-ci bénéficient également aux régions en retard de développement, dans un objectif de cohésion économique, sociale et territoriale.

- Le Comité économique et social européen (CESE) a adopté, le 19 septembre dernier, à une très forte majorité (118 voix pour, 8 contre et 12 abstentions), le rapport du syndicaliste luxembourgeois Joseph Kronz sur quatre propositions de directives ferroviaires. Le rapport considère, notamment que "la revitalisation des chemins de fer européens associé à un haut degré de sécurité et de fiabilité est une condition première du rétablissement prioritaire de l'équilibre entre les différents modes de transport" et que c'est "la condition *sine qua non* de la mise en œuvre d'une politique durable en matière de transports et l'achèvement du marché unique". Il partage les préoccupations des professionnels et des usagers du rail sur les désordres que pourrait engendrer une dérégulation massive en matière de sécurité.

Energie

♦ **Le Conseil énergie**, réuni le 4 octobre dernier, n'a pas abouti sur quatre points : la protection du consommateur final et l'étiquetage énergétique, la séparation des gestionnaires de réseaux de transport ou de distribution, l'accès aux installations de stockage, l'ouverture totale du marché aux ménages. La Belgique et la France, soutenues par la Commission, ont plaidé pour l'application du principe de service universel à tous les usagers finals, tandis que l'Allemagne et le Royaume-Uni plaident pour en limiter l'application aux seuls clients résidentiels. La France s'est opposée à une ouverture totale des marchés énergétiques aux particuliers en 2005, estimant qu'il fallait au préalable analyser les effets de l'ouverture aux professionnels.

♦ **Electricité** : La Commission lance, simultanément, deux enquêtes concernant l'opérateur français Electricité de France (EDF), propriété à 100% de l'Etat. L'une concerne des aides octroyées par l'Etat (aides existantes et aides nouvelles) qui seraient de nature à créer des distorsions de concurrence ; l'autre concerne les législations mises en place par l'Espagne et l'Italie pour freiner l'implantation du géant français jugé protégé dans son pays par son statut d'entreprise publique.

enable the financing of projects presented by SME.

♦ **Railways transports**

In an opinion "Towards an integrated European railways space" endorsed during its October 10th 2002 plenary session, the Regions Committee (RC) warns that the opening of the freight market should not be done hurriedly and disorderly and is asking for guarantees. In particular, it is calling for joint actions in what concerns charges, harmonisation of social legislations, implementation of interoperability and common safety regulations. It is worried about the acceleration of the calendar and the definition of the trans-European freight network proposed by the European Commission and the Parliament, before even examining the impact of the first reform and the adaptation of the 2001 directive into national law. It is asking for a five year delay to plan out necessary investments, which may be particularly heavy for certain regions, so that such investments will also benefit regions that are behind in development, with the objective of achieving economic, social and territorial cohesion.

- On 19th September the European social and economic committee (ESEC) approved by a very large majority (118 votes for, 8 against and 12 abstentions) the report of the Luxembourgish trade unionist Joseph Kronz, on four proposals of the railways directives. The report considers, in particular, that, "the revitalisation of the European railways associated with a high degree of safety and reliability is the foremost requirement for a high priority restoration of a balance between different means of transport" and that it is "the *sine qua none* condition for the implementation of a sustainable policy in transports and the achievement of the single market". It shares the preoccupations of the rail professionals and users on the disorder that could be caused by a massive deregulation in safety.

Energy

On 14th October, the **Energy Committee** did not reach any conclusion on four points; the protection of the end of line consumer and energy labelling, the separation of managers of transports or distribution networks, access to storage structures, complete opening of the household market. Belgium and France, supported by the Commission, have called for the application of the principle of the universal service to all end of the line users, whereas German and United Kingdom plead for the limitation of its application to residential clients only. France is opposed to a complete opening of the energy market to individuals, in 2005, judging that it is necessary to first analyse the effect of the opening to professionals.

Electricity: The Commission has simultaneously launched two investigations on the French operator Electricité de France EDF, 100% state owned. The first is on aid granted by the State (both existing and new aid) whose nature distorts competition. The second involves laws introduced by Spain and Italy in order to stop the establishment in these countries of the French giant considered as protected in its country by virtue of its status as a public firm.